



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Jeudi 09 février 2023



Coopération algéro – japonaise : On relance le partenariat

L'Algérie et le Japon ont signé, mardi à Alger, une convention fiscale sur la non-double imposition, en vue de contribuer au développement des relations économiques entre les deux pays. Cette convention a été paraphée par le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali et l'ambassadeur du Japon en Algérie, Kono Akira.



Investissement et relance économique : Les députés mouillent la chemise

Rompant avec les clichés du passé, ces parlementaires prennent les devants et travaillent, aujourd'hui, en amont. En matière d'investissement, l'heure est à l'urgence. Les élus de la nation en sont conscients.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

La coopération bilatérale examinée par le DG des Douanes avec l'ambassadrice des Etats-Unis

Le Directeur général des Douanes, Noureddine Khaldi, a reçu l'ambassadrice des Etats-Unis d'Amérique en Algérie, Elizabeth Moore Aubin, avec qui il a évoqué les moyens de développer et de renforcer les relations de coopération bilatérale dans le domaine douanier, indique un communiqué de la Direction générale des Douanes (DGD).



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Le secteur de l'agriculture et du développement rural au centre de la réunion du gouvernement

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a présidé, mercredi, une réunion du gouvernement consacrée à l'examen de questions liées au secteur de l'agriculture et du développement rural, indique un communiqué des Services du Premier ministre dont voici le texte intégral :



Fiscalité : Signature d'une convention entre l'Algérie et le Japon



Afin d'éliminer la double imposition en matière d'impôt sur le revenu et la prévention de la fraude et l'évasion fiscale entre l'Algérie et le Japon, une Convention entre les deux parties a été signée par l'Ambassadeur du Japon en Algérie, M. Kono Akira, et le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali.



[Omar Rekkache : « Ce dispositif va promouvoir l'investissement »](#)

La nouvelle loi sur la monnaie et le crédit devra améliorer la gouvernance des banques et facilitera aussi le financement des projets d'investissement, à travers la proposition de divers produits de financement. C'est ce qu'a affirmé le directeur général de l'Agence algérienne de la promotion de l'investissement (AAPI) Omar Rekkache.



[Rapport européen sur le partenariat énergétique : L'Algérie, un gisement du renouvelable](#)

Le rapport précise que l'Afrique du Nord possède l'un des plus grands potentiels du continent africain en matière d'énergies solaire et éolienne. En effet, en matière de l'irradiation solaire, la moyenne annuelle dans la région est d'environ 2.200 kilowattheures par mètre carré. La vitesse moyenne du vent est de 7 mètres par seconde, et, elle nettement supérieure, soit 9,5 mètres par seconde, en Algérie.



[Devise en Algérie : le dossier des bureaux de change remis sur la table du gouvernement](#)

À l'occasion d'une séance d'audition devant la commission des finances de l'APN, les discussions sur l'ouverture des bureaux de change en Algérie ont réémergé. Dzair Daily vous en dit plus juste en bas dans l'article.



[Importation des voitures de moins de 3 ans : Les concessionnaires attendent les textes d'application](#)

Les concessionnaires automobiles attendent l'application effective de l'article 66 de la loi de finances 2023 qui autorise l'importation des voitures de moins de 3 ans. Le processus doit faire l'objet d'une instruction ministérielle élaborée par un comité regroupant plusieurs secteurs pour l'étude des modalités d'application dudit article.



Pétrole : Le Brent à plus de 84,5 dollars

Les prix du pétrole poursuivaient leur hausse, ce mercredi, pour la troisième séance consécutive, dopés par les espoirs grandissants de reprise de la demande chinoise, malgré le manque d'indicateurs concrets.



Exportations hors hydrocarbures : Entre potentiel et contraintes

Le gouvernement met les bouchés doubles pour augmenter le volume des exportations hors hydrocarbures. Il s'agit d'atteindre 10 milliards de dollars en 2023. Comment y parvenir ? Quelles sont les principales contraintes à lever ? Des experts estiment que les marchés à l'exportation n'attendent pas et qu'il faut envisager une politique offensive avec un bon rapport qualité-prix et une présence permanente sur le terrain. Pour eux, le potentiel ne manque pas, pour peu que certains obstacles soient levés.



L'Américain Chevron s'intéresse à l'Algérie : US oil giant is coming

L'Algérie figure dans la short liste de pays où Chevron entend investir 17 milliards de dollars dans des projets énergétiques courant 2023. Une preuve du grand intérêt qu'accorde la compagnie américaine au domaine minier national.



Fonction publique : l'augmentation de salaire sera perçue en mars

Les augmentations salariales dans la fonction publique entreront en vigueur à compter du mois de mars avec effet rétroactif à partir de janvier. L'information a été confirmée par la directrice des Systèmes de paie à la Direction générale du budget, relevant du ministère des Finances, Nacera Moussaoui. La responsable a précisé que les augmentations salariales décidées par le président de la République dans la fonction publique entreront en vigueur à compter de mars prochain avec effet rétroactif à partir de janvier, touchant plus de 2,8 millions de fonctionnaires et de retraités.

تشمل المصارف العمومية والخاصة والمؤسسات المالية الإسلامية: 38 ألف مليار.. مَدَخرات “حلال” في البنوك الجزائرية!

تكشف أول حصيلة من نوعها للصيرفة الإسلامية في الجزائر، تضم البنوك العمومية الستة والبنوك الخاصة والمصارف المتخصصة في الخدمات المطابقة للشريعة، ممثلة في مصرف السلام الجزائر وبنك البركة، عن مَدَخرات تعادل 386 مليار دينار أي 38 ألفا و600 مليار سنتيم، إلى غاية نهاية سنة 2022، و503 نافذة وشبّاك إسلامي موزّع عبر مختلف البنوك و64 وكالة مخصّصة حصريا لهذه الخدمات.



ركاش: القانون النقدي والمصرفي الجديد سيساهم في تحسين حوكمة البنوك

قال المدير العام للوكالة الجزائرية لترقية الإستثمار، عمر ركاش، أن القانون النقدي والمصرفي الجديد سيساهم في تحسين حوكمة البنوك. وتسهيل تمويل المشاريع الإستثمارية من خلال عرض منتجات تمويلية متنوعة. وأشار ركاش، في جلسة إستماع من طرف لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني، في إطار مناقشة مشروع القانون النقدي والمصرفي. عقدت برئاسة رئيس اللجنة، لخضر سالمى. أنه لا يمكن الحديث عن نجاح المقاربة الإستثمارية دون ولوج سهل ومبسط لمسألة التمويل. مشيرا إلى أن النص القانوني قيد الدراسة سيساهم في حلحلة هذه المشكلة. بعرض منتجات مالية تمويلية متنوعة بالسهولة والتكلفة اللازمة.



لماذا لم يتم رفع قيمة النقطة الاستدلالية للموظفين؟

كشفت نصيرة موساوي، مديرة الرواتب بوزارة المالية، عن صدور أربعة مراسيم رئاسية في الجريدة الرسمية رقم 03 لسنة 2023 بخصوص النقطة الاستدلالية الخاصة بالموظفين، والمتعاقدين وشاغلي المناصب العليا، وأقرت هذه المراسيم زيادة 75 نقطة لكل صنف ورقم استدلالى.

رئيس الجمعية المهنية للبنوك والمؤسسات المالية ناصر لطرش: مركزية المخاطر لمواجهة التهريب من تسديد القروض

* إخضاع القروض بما فيها الاستهلاكية لدراسات الجدوى

أكد رئيس الجمعية المهنية للبنوك والمؤسسات المالية، ناصر لطرش، أن إجبارية انخراط البنوك في مركزية المخاطر لدى بنك الجزائر، الواردة في مشروع القانون النقدي والمصرفي، هي حماية للذمة المالية للبنوك وحماية رأس مالها، من خلال مراقبة بنك الجزائر للقروض الممنوحة ولعملية تسديد المقترضين لديونهم من عدمها، بما يوفر الاستقرار المالي للبنوك ويسمح لهم بدفع قروض ذات الجدوى وقابلة للتسديد وغير المتعددة.

Examen en cours du projet de Loi sur la monnaie et le crédit à l'APN

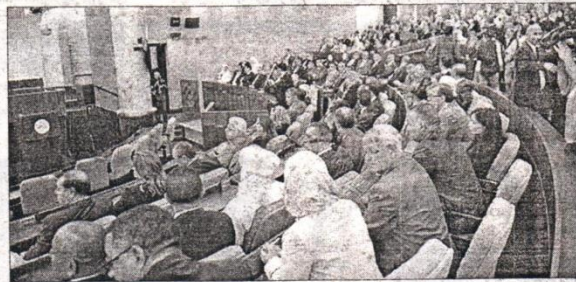
Banques digitales et d'investissement, les conditions de la relance réunies !

L'Etat mène ces trois dernières années une grande lutte contre la corruption et l'informel financier en vue de favoriser la transparence et pouvoir faire rectifier les erreurs ou manquements observés dans le passé.

Pour passer à la vitesse supérieure, le Gouvernement a décidé de revoir certains fondamentaux réglementaires et institutionnels afin d'améliorer le climat des affaires et d'encourager l'investissement local et étranger en Algérie.

Il s'agit notamment du nouveau Code de l'investissement et de la nouvelle Loi sur la monnaie et le crédit, en cours d'examen à l'Assemblée populaire nationale (APN), qui devrait, en effet, renforcer la performance des entreprises économiques, encourager l'investissement étranger et favoriser l'inclusion financière. Le chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune avait montré sa bonne détermination à lutter contre l'informel financier, à soutenir la bonne gouvernance et à digitaliser l'économie et les finances du pays. Un pas audacieux a été franchi dans ce sens.

Le nouveau texte de loi sur la monnaie et le crédit renforce et élargit les prérogatives du Conseil de la monnaie et du crédit, en matière d'agrément des banques d'investissement, des banques numériques, des prestataires des services de paiement et des intermédiaires indépendants. Il sera aussi autorisé «à ouvrir des bureaux de change». Ces dispositions permettront «aux institutions de renforcer leurs missions organisationnelles et de contrôle, de se conformer aux pratiques des banques centrales et des institutions de contrôle au plan international, et de conforter le pro-



M. Rekkache s'est dit favorable à l'intégration de nouveaux outils monétaires qui sont adéquats avec les évolutions que connaît la scène monétaire. (Photo : DR)

cessus de relance économique, à travers le renforcement de l'inclusion financière, la diversification des sources de financement de l'économie et le développement du marché financier», a expliqué, jeudi dernier, le ministre des Finances, Djamel Brahim Kasali, lors de la présentation de ce projet de Loi devant la Commission des finances et du budget de l'APN, assurant que ce nouveau texte, tant attendu, vient renforcer la gouvernance et la transparence du système bancaire, la Banque d'Algérie en tête, en conférant au Conseil de la monnaie et du crédit (CMC) de nouvelles prérogatives.

L'adoption de la nouvelle loi sur l'investissement, la loi portant sur le statut de l'auto-entrepreneur et la réforme de la loi sur la monnaie et le crédit visent à accroître l'attractivité des investisseurs dans le pays et la protection de l'économie nationale. C'est ce qu'a affirmé, avant-hier, le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AADI), Omar Rekkache, lors de son audition par ladite commission.

«Le succès de l'approche d'investissement ne saurait être réalisé sans un accès facile et simplifié au financement», a-t-il déclaré, précisant que «la nouvelle loi sur la monnaie et le crédit

contribuerait à l'amélioration de la gouvernance des banques et la facilitation du financement des projets d'investissement en présentant de différents produits de financement». Pour rappel, l'AADI a été inauguré, par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, au mois d'octobre 2022, ainsi que le guichet unique des grands projets et des investissements étrangers. Ce dernier a enregistré «29 projets d'investissement d'une valeur de 92 milliards de dinars, deux mois après sa création, selon les chiffres avancés par son directeur général, Ahmed Berrichi, le 17 janvier passé sur les ondes de la Radio nationale Chaîne I. «22 projets portés par des investisseurs étrangers, ou en partenariat entre Algériens et étrangers, tandis que les sept projets restants seront mis en œuvre par des investisseurs algériens», a-t-il précisé. La levée des obstacles administratifs, notamment, la suppression de la règle 51/49 régissant l'investissement, instauré en 2009, a motivé le retour des investisseurs étrangers. Pour augmenter la valeur de l'investissement direct étranger (IDE) dans le pays, beaucoup reste à faire sur le plan réglementaire et institutionnel. La problématique de l'accès au foncier industriel et au financement des projets a été posée par

l'intervenant, qui voit en cette nouvelle loi une solution à ces problèmes. «Le texte de loi, actuellement en cours d'examen, contribuera à la résolution de ce problème en présentant divers produits de financement avec la facilité et le coût nécessaires», a-t-il plaidé.

«Des mesures visant à prendre en charge le problème du foncier économique et un texte juridique portant orientation du foncier économique vers les projets d'investissement et les modes de rationalisation de leur exploitation, le texte qui est en cours d'élaboration», a annoncé M. Rekkache qui s'est dit favorable «à l'intégration de nouveaux outils monétaires qui sont adéquats avec les évolutions que connaît la scène monétaire, à l'instar des outils de la finance islamique».

Pour lui, la création de banques et d'une monnaie numérique ou grosso-modo la digitalisation bancaire est indispensable pour éradiquer non seulement l'informel, mais aussi pour éliminer la bureaucratie. «La nouvelle approche de l'investissement n'a pas négligé un sujet important, à savoir le phénomène de la bureaucratie qui a été à l'origine de plusieurs cumuls, ce qui a amené à réfléchir aux cadres réglementaires, à l'effet de faciliter et simplifier l'acte d'investir», a-t-il souligné, évoquant, dans ce sens, «l'élargissement des prérogatives du Conseil de la monnaie et du crédit en ce qui concerne l'agrément des banques commerciales qui donneront des ressources supplémentaires pour le financement et appuieront l'investissement, ainsi que l'agrément des prestataires de services de paiement qui créeront une dynamique pour les investisseurs». Ce sont «les plus importants points inscrits et qui influent positivement sur l'investissement».

Samira Takharboucht

Nouveau conseil d'administration

La liste des membres du conseil d'administration³² du Centre national de formation des personnels spécialisés pour l'enfance assistée, la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence et l'assistance sociale de Birkhadem, à Alger, vient d'être publiée au *Journal officiel*.

Le conseil d'administration compte des représentants des ministères de la Solidarité nationale, des Finances, de la Formation professionnelle, un représentant du personnel enseignant, ainsi que des élus parmi les élèves.

Le DG des douanes examine avec l'ambassadrice des États-Unis les moyens de développer la coopération bilatérale

Le directeur général des douanes, Noureddine Khaldi, a reçu l'ambassadrice des États-Unis d'Amérique en Algérie, Elizabeth Moore Aubin, avec laquelle il a évoqué les moyens de développer et de renforcer les relations de coopération bilatérale dans le domaine douanier, indique un communiqué de la Direction générale des douanes (DGD).

La rencontre, qui s'est déroulée mardi au niveau du siège de la DGD en présence de cadres centraux, a porté sur «les moyens de relance et de renforcement des liens de coopération d'intérêt commun dans le domaine des douanes», précise le communiqué.

Les deux parties ont également fait part de leur disposition à «prospector d'autres

domaines de coopération commune entre les Douanes algériennes et le service des douanes et de protection des frontières des États-Unis, notamment dans les domaines de la formation et de la lutte contre les différentes formes de criminalité transfrontalière», conclut le communiqué.

APS

بعد تدخل وزارة المالية .. المديرية العامة للضرائب تقرّر: إلغاء الضريبة الجديدة على الصيادلة الخواص

بشكل فجائي ودون إبلاغ مهنيي القطاع. وتطرق الطرفان إلى مختلف الملفات والمشاكل التي يتخبط فيها الصيادلة الخواص، سيما الوضعية المالية الصعبة التي يواجهها معظمهم بسبب مخلفات جائحة "كوفيد - 19" وما نتج عنها من تراجع مداخيلهم. وتسبب الإعلان عن الضريبة في حالة استنفار وسط الصيادلة الخواص، الذين عقدوا جمعيات عامة استثنائية، تقرر على اثرها الدخول في إضراب وطني وتنظيم وقفة احتجاجية أمام وزارة المالية، ما استدعى تحرك مصالح المالية، بتعليمات من الحكومة، تطبيقا لتوجيهات رئيس الجمهورية، لفتح باب الحوار والتشاور مع الشريك الاجتماعي، للحفاظ على استقرار الجبهة الاجتماعية.

ولتفادي الإضراب، بالنظر إلى حساسية القطاع، تلقت "السنابو"، دعوة من وزير المالية، لعقد جلسة عمل، والاستماع إلى انشغالات النقابة في هذا الإطار، حيث اجتمع الطرفان ليتحصل ممثلو الصيادلة الخواص على التزام من وزير المالية، بتجميد تطبيق الضريبة محل الاحتجاج والتفاوض إلى غاية التوصل إلى أرضية توافقية حول هذا الانشغال.

المتعلقة بالنظام الجبائي المطبق على نشاط الصيادلة الخواص، بأنه قد تم التكفل بها من خلال المادة 49 من قانون المالية 2023، التي نصت على تحديد النتيجة الجبائية الخاضعة للضريبة بالنسبة للصيادلة، فيما يتعلق ببيع الأدوية المستعملة في الطب البشري، على أساس معدل هامش تجاري، يتم تحديده عن طريق قرار مشترك بين وزراء المالية والتجارة والصناعة الصيدلانية. وتأتي هذه القرارات بناء على مطالب مختلف النقابات، الشهر الماضي، بضرورة عقد جلسات عمل مع مصالح الضرائب لتقديم توضحات فيما يخص الانشغالات المطروحة بخصوص الإجراءات التي اتخذتها بعض مديريات الضرائب تجاههم وكذا التطرق إلى المادة 49 من لقانون المالية لسنة 2023 التي تحدد بموجبها النتيجة الجبائية.

وعقد وزير المالية إبراهيم جمال كسالي، جلسة عمل مطولة، مع ممثلي نقابة الصيادلة الخواص، على خلفية قرارها شنّ إضراب وطني احتجاجا على استحداث ضريبة جديدة على إعانات قدمتها الدولة لتشجيع الدواء الجنييس المصنع محليا، سنة 2009،

أفرجت المديرية العامة للضرائب، عن قرار إلغاء الضريبة الجديدة على إعانات قدمتها الدولة، لتشجيع الدواء الجنييس المصنع محليا سنة 2009، حيث راسلت مديرياتها الولائية، لإلغاء التسويات الجبائية، التي قامت بها بعض مديريات الضرائب، تجاه الصيادلة والتكفل بها من طرف المديرية العامة للضرائب، حيث تم إسداء تعليمات لكل المديريات عبر الوطن، لإلغاء هذه التسويات وكل ما يمكن أن يترتب عنها من تبعات.

إيمان بلعمري

أعلنت مديرية الضرائب في مراسلة تحوز "المساء" نسخة منها، أن الانشغالات التي طرحها الصيادلة الخواص، الخاصة بالتسويات الجبائية، التي قامت بها بعض مديريات الضرائب، تجاه هذه الفئة من المكلفين بالضريبة التابعين لهم إقليميا، قد تم التكفل بها من طرف المديرية العامة للضرائب، من خلال تعليمات وجهت إلى كل المديريات عبر الوطن، لإلغاء هذه التسويات وكل ما يمكن أن يترتب من تبعات. وأكدت المراسلة بخصوص الانشغالات

المديرية العامة للضرائب تتحرك بتعليمات من وزير المالية رسمياً إلغاء الضريبة الجديدة للسيادلة الخواص

معدل هامش تجاري يتم تحديده عن طريق قرار مشترك بين وزراء المالية والتجارة والصناعة الصيدلانية، وهو قيد الإعداد من طرف مصالحنا بالتنسيق مع مصالح هاتين الوزارتين المعنيتين.

وكان وزير المالية قد عقد جلسة عمل مطولة مع ممثلي نقابة السيادلة الخواص، على خلفية قرارها شن إضراب وطني، احتجاجاً على قرار استحداث ضريبة جديدة على إعانات قديمها الدولة لتشجيع الدواء الجنيص المصنَّع محلياً سنة 2009 بشكل "فجائي.. ودون حتى إعلام مهني القطاع".

وتطرق الطرفان إلى مختلف الملفات والمشاكل التي يتخبط فيها السيادلة الخواص، سيما الوضعية المالية الصعبة التي يواجهها معظمهم بسبب مخلفات كوفيد 19، وما نتج عنه من تراجع رقم الأعمال، في وقت كان الجميع في انتظار إجراءات تحفيزية لمساعدة مهني القطاع على تخطي هذه الوضعية، جاءت الصدمة بإقرار ضريبة على إعانات قديمها الدولة لتشجيع الدواء الجنيص المصنَّع محلياً سنة 2009، وهي ضريبة سبب الإعلان عنها حالة استنفار وسط السيادلة الخواص، حيث تم عقد جمعيات عامة استثنائية تقرر على إثرها الدخول في إضراب وطني ووقفة احتجاجية أمام وزارة المالية، وهو ما يفسر تحرك مصالح المالية بتعليمات من الحكومة تطبيقاً لتوجيهات رئيس الجمهورية فتح باب الحوار والتشاور مع الشريك الاجتماعي للحفاظ على استقرار الجبهة الاجتماعية.

وفعلياً ولتجنب الوصول إلى هذا الإضراب بالنظر إلى حساسية القطاع الذي يتعامل مع زبائن من نوع خاص هم المرضى، تلقت "السنابو" دعوة من وزير المالية لعقد جلسة عمل والاستماع إلى انشغالات النقابة في هذا الإطار، حيث اجتمع الطرفان ليتحصل ممثلو السيادلة الخواص على التزام من وزير المالية بتجميد تطبيق الضريبة محل الاحتجاج والتفاوض إلى غاية الوصول إلى أرضية اتفاق ترضي الجميع، وبناء على ذلك، قررت نقابة السيادلة الخواص تجميد إضرابها الوطني.

خيرة لعروسي

أضرجت المديرية العامة للضرائب، عن قرار إلغاء الضريبة الجديدة على إعانات قديمها الدولة لتشجيع الدواء الجنيص المصنَّع محلياً، سنة 2009، حيث راسلت مديرياتها الولائية لإلغاء "التسويات الجبائية" التي قامت بها بعض مديريات الضرائب تجاه السيادلة، وتم التكفل بها من طرف المديرية العامة للضرائب، حيث تم إسداء تعليمات لكل المديريات عبر الوطن لإلغاء هذه التسويات وكل ما يمكن أن يترتب من تبعات.

وجّهت المديرية العامة للضرائب مراسلة إلى السيادلة الخواص، بخصوص الإجراءات الجنائية المطبقة على السيادلة، بناء على مراسلات النقابات شهر جانفي المنصرم، حيث طالبت بمعدّد جلسات عمل مع مصالح الضرائب "من أجل تقديم توضّحات فيما يخص الانشغالات المطروحة من طرف السيادلة المتعلقة بالإجراءات التي اتخذتها بوض مديريات الضرائب تجاههم، وكذا التطرق إلى المادة 49 من قانون المالية لسنة 2023 التي تحدّد بموجبها النتيجة الجبائية وفق قرار وزاري مشترك بين وزارة المالية ووزارة التجارة ووزارة الصناعات الصيدلانية".

ورداً على ذلك، أعلنت مديرية الضرائب، حسب المراسلة رقم 128 بتاريخ 5 فيفري الجاري، والموجودة بحوزة "الخبر"، أن الانشغالات التي طرحها السيادلة الخواص والمتعلقة بـ"التسويات الجبائية"، التي قامت بها بعض مديريات الضرائب تجاه هذه الفئة من المكلفين بالضريبة التابعين لهم إقليمياً، قد تم التكفل بها من طرف المديرية العامة للضرائب، حيث تم إسداء تعليمات لكل المديريات عبر الوطن لإلغاء هذه التسويات وكل ما يمكن أن يترتب من تبعات.

أما فيما يخص الانشغالات المتعلقة بالنظام الجبائي المطبق على نشاط السيادلة الخواص، ذكرت نفس المراسلة، بأنه قد تم التكفل بها أيضاً، من خلال المادة 49 من قانون المالية 2023، التي تنص على تحديد النتيجة الجبائية الخاضعة للضريبة بالنسبة للسيادلة، فيما يتعلق ببيع الأدوية المستعملة في الطب البشري، على أساس



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger